



Dans un contexte de forts bouleversements, dérèglements, démantèlements, privatisations et autres remises en causes désastreuses pour les salariés et usagers, mais aussi pour l'aménagement et le développement économique du territoire, la CGT-FAPT a écrit aux candidats républicains à l'élection présidentielle afin de leurs faire part des attentes des salariés et des propositions de la CGT. Ces propositions ont pour objectif de sortir de la logique de marchandisation et de permettre le droit à la communication en tant que droit fondamental pour les citoyens.

Elles répondent aux besoins des salariés et de la population, en actant le développement d'un service public de la communication et la création d'un pôle financier public.

Elles s'appuient sur 3 exigences, démocratiser les entreprises et les instances de régulation en associant salariés, usagers et élus aux choix d'orientations et de décisions, l'ARCEP doit être remplacée par une véritable instance publique de concertation démocratique. La seconde exigence porte sur de nouveaux droits pour les salariés et leurs organisations syndicales afin d'intervenir dans la stratégie et la gestion des entreprises et de télécommunication.

Enfin la 3<sup>ème</sup> inscrit l'aménagement équilibré et cohérent du territoire à partir des besoins sociaux, sociétaux et environnementaux avec l'institution de fonds régionaux pour l'emploi et le développement solidaire des territoires. Il s'agit d'imposer à tous les opérateurs des réponses à des critères d'efficacité économiques et sociales, de développement de la recherche et d'une logique de politique industrielle et d'investissements à long termes. Ces propositions ont toute légitimité à être prises en compte dans l'élection présidentielle !

### Branche Poste

#### Assez de drames, il faut des actes, signez la pétition

L'amélioration des conditions de vie et de travail des postières et des postiers et du service public postal, passe avant tout par l'arrêt ou le gel des restructurations, des réorganisations, de la destruction de l'emploi qui ne visent que la rentabilité. La gravité de ce qui se passe aujourd'hui à La Poste exige bien plus qu'une simple écoute. La direction doit répondre à son obligation de résultats quant à la préservation de la santé de ses salariés.

Suicides, souffrance au travail et mal vie, pour arrêter cette spirale infernale, il est urgent de remettre l'Humain au cœur de l'organisation. Pour faire infléchir la direction sourde à ces revendications, il est urgent de signer et faire signer la pétition nationale unitaire : <http://www.cgt-fapt.fr>

#### Quel dialogue ?

La Poste vient d'ouvrir un chantier social sur "la vie au travail" sur 3 niveaux : le "local", le "national" et une commission présidée par l'ancien secrétaire de la CFDT, Jean KASPAR qui devra proposer un plan d'actions après auditions de toutes les parties. Lors de la 1<sup>ère</sup> séance, la CGT a réaffirmé ses attentes sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail et le droit syndical. Rejointe par les autres syndicats, elle a exigé, en préalable à l'ouverture de négociations, l'arrêt des réorganisations pendant les travaux de la commission.

Face au refus de La Poste d'aller au-delà du 30 avril, et constatant que les conditions d'un dialogue constructif n'étaient pas réunies, toutes les organisations syndicales ont quitté la réunion. La CGT appelle les cadres à signer la pétition commune aux organisations syndicales pour que La Poste sorte enfin de son déni. Assez de drames, il faut des actes ! <http://www.cgt-fapt.fr> espace Cadres.

### Branche Télécoms

#### A SFR ce serait aux salariés de payer ???

La dérégulation du marché des télécoms continue de faire des dégâts au niveau des emplois, avec l'arrivée de Free, comme chez SFR où le PDG de Vivendi a annoncé que cette entreprise allait devoir réduire ses coûts de structure.

Les recrutements sont gelés presque partout et les contrats des CDD ou intérimaires ne sont presque plus renouvelés.

La GPEC, va être modifiée pour qu'un nombre d'emplois plus élevé que prévu soit considéré comme «*emploi menacé*». Plusieurs centaines de suppressions de postes sans plan social.

La direction prétexte l'arrivée de Free (annoncée depuis des lustres), mais aussi la maturité du marché mobile (ah .. la crise !). Tout est dit !

Les faits sont là, SFR supprimera des emplois, sauf si les salariés, s'en mêlent !

#### Salariés actionnaires : deux poids, deux mesures

Moins 35% de participation en 2012 par rapport à 2011, suppression de l'intéressement exceptionnel, au final ce sont 1 500 € bruts de perte de pouvoir d'achat !

A ces rémunérations aléatoires et dépendantes de choix de l'entreprise sur lesquels on ne peut rien, la CGT préfère une rémunération fixe garantie.

Dans le même temps, le niveau des dividendes versés aux actionnaires est maintenu à 1,40 €, soit un rendement de 12% !!!

A France Télécom, la crise et les difficultés conjoncturelles sont supportées par les salariés.

Pour la CGT ce qui coûte cher aux entreprises, ce ne sont pas les salariés mais les actionnaires qui ponctionnent des ressources nécessaires à l'investissement pour un projet industriel ambitieux.

FLASH CADRES



FLASH CADRES

## Échos

### Présidentielles

le pouvoir d'achat et l'emploi en tête des préoccupations. Selon une enquête BVA parue mardi 27 mars dans Le Parisien/Aujourd'hui en France, ce sont bien toujours les questions sociales qui pèsent le plus dans le choix des électeurs.

Les questions économiques et sociales sont plébiscitées par les personnes interrogées avec dans l'ordre : le pouvoir d'achat (42%), le chômage (30%), la croissance (23%), la dette publique (20%), la pauvreté et la précarité (18%), l'école (17%), les impôts (14%). L'insécurité, même si cette question est d'importance, ne vient qu'en huitième place.

Dans une situation de crise, emploi et pouvoir d'achat demeurent, à juste titre, les principales inquiétudes des Français. Il s'agit de ne pas se tromper de bulletin de vote !

## Emploi

### Refusons le chantage à l'emploi

Le MEDEF propose un texte très dangereux pour les salariés dans le cadre des négociations nationales « compétitivité/emploi ». La CGT appelle à soutenir une motion syndicale à signer en ligne pour s'opposer à ce projet d'accord. Extraits : « Ce projet est inacceptable : il ne vise qu'à diminuer les rémunérations, assouplir le droit du travail en s'attaquant à des dispositions essentielles du contrat de travail des salariés, libéraliser le licenciement, limiter le pouvoir des juges.

J'exige des organisations patronales qu'elles renoncent à ce projet qui ne ferait qu'aggraver la crise économique et sociale, qu'elles discutent et négocient sur des solutions pérennes pour répondre à la crise, notamment en revalorisant les salaires, en développant l'emploi et les qualifications » : motion sur : <http://www.cgt.fr>

### Chômage : un quinquennat désastreux !

Malgré les formules alambiquées pour masquer la réalité, alors que patronat et gouvernement tentent de convaincre que plus de « souplesse » permettrait plus d'embauche, c'est bien le contraire que chacun constate : le chômage continue à augmenter, en progression de 0,2% (catégories A) et 0,5% (toutes catégories). De 2007 à 2012, le taux de chômage est passé de 8 à 9,4% et pour les moins de 25 ans, de 19,5 à 22,9%.

Aujourd'hui, patronat et gouvernement inventent les accords compétitivité-emploi qui remettent en cause les salaires et la durée du travail ! Pour la CGT, il est temps de mettre en place une autre politique, qui recrée de l'emploi, notamment par une véritable politique industrielle et des effectifs renforcés pour les services publics.

## International

### Succès de la grève générale en Espagne

Le 29 mars dernier, 10 millions de personnes ont répondu à l'appel à la grève générale lancé par les Commissions ouvrières (CCOO) et l'UGT et 111 manifestations organisées dans toute l'Espagne ont rassemblé 4 millions de participants contre la réforme du travail et pour la défense des services publics.

L'impact de la grève a été très fort dans la métallurgie, la construction, les centres de distribution, la presse et les chaînes de radio et de télévision.

La demande énergétique a chuté de 25% et l'activité productive de 88,8%.

Une plainte auprès de l'OIT et un grand premier mai pour soutenir leur proposition alternative en faveur de l'emploi figurent en bonne place sur l'agenda des syndicats espagnols.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr) espace Cadres

## Échos

### La difficile insertion des jeunes

L'entrée des jeunes à l'issue de leur scolarité (20% sans diplôme et 40% avec un baccalauréat) dans la vie active est marquée par l'emploi précaire et le temps partiel contraint quel que soit le niveau de diplôme qui reste cependant plus protecteur contre le chômage.

Si les cadres représentent 17% des effectifs des entreprises, dont un tiers de femmes, ils sont 60% à avoir démarré leur vie active dans une catégorie socioprofessionnelle inférieure.

Les jeunes diplômés représentent aujourd'hui 13,1%. Leur insertion et leur situation au travail restent difficiles et ont été au centre des rencontres d'« Options » du 11 avril dernier.

## Luttes

### Pas de trêve pour les luttes !

Ils étaient près de 10 000, représentants tous les métiers de la SNCF, le 4 avril à Paris pour défendre le service public SNCF, et dénoncer la perte de vitesse du rail dans le transport de marchandises et l'arrivée de la concurrence dans le trafic voyageurs. « Cette initiative se situe en plein cœur de la campagne politique pour les élections présidentielle et législatives », précise la fédération des cheminots pour engager le débat sur « l'avenir de l'entreprise publique SNCF ». De même, le 29 Mars, c'est plusieurs milliers de manifestants qui ont protesté à l'appel de la CGT, dans plusieurs villes de France, contre « le démantèlement du système de santé », pour exiger l'abrogation de la loi HPST (Hôpital, Patients, Santé et Territoires) et la recomposition sanitaire et sociale du secteur de la santé.

### « Ceux qui vivent, sont ceux qui luttent »

Deux millions de fonctionnaires allemands seront progressivement augmentés de 6,3% après un accord salarial entre les syndicats, l'Etat fédéral et les communes.

Les salariés des aéroports bénéficieront également d'une prime exceptionnelle de 600 €. Le syndicat allemand des services Ver.Di réclamait des hausses de 6,5%, s'alignant sur une revendication du syndicat de la métallurgie IG Metall pour 3,4 millions salariés de la métallurgie.

Cet accord est intervenu le 30 mars, suite à des négociations au terme de trois semaines de grève dans différentes régions du pays. « C'est un résultat important obtenu grâce à la grande détermination des grévistes... », a déclaré le syndicat Ver.Di.

C'est bien par la lutte que nous gagnerons sur toutes nos revendications.

## Égalité

### FT : victoire pour les élus CGT du CE VMF

Malgré son classement de n°1 pour sa qualité en « Responsabilité Sociale d'Entreprise 2010 », le récompensant en mars 2012, parmi 50 entreprises françaises classées en Bourse, pour sa « transparence » et son « exhaustivité », FT vient d'être condamnée en justice à fournir un rapport Egalité Hommes-Femmes qui soit plus complet et qui ne masque plus les inégalités salariales au sein des salariés de droit privé (ACO).

L'étude du CFIE soulignait pourtant la « progression » de FT sur le volet social, et ses « actions » pour l'égalité pro.

Dans son jugement en 1er ressort, le TGI confirme que le rapport présenté au CE VMF doit différencier les salaires des femmes et des hommes ACO, afin de les comparer, et non de les noyer dans la masse de l'ensemble des salariés fonctionnaires et de droit privé.